

Digressions sur la révolution allemande

(Extraits)

IL Y A PLUS de 90 ans, le 28 janvier 1918, débuta en Allemagne une grève générale des ouvriers pour la « conclusion rapide d'une paix sans annexion », pour la levée de l'état de siège imposé à la population depuis le début de la guerre et la libération des prisonniers politiques. Un million de travailleurs s'arrêtèrent de travailler pendant six jours.

À la mi-avril, des grèves éclatent à Berlin. Le 1^{er} octobre, la Ligue spartakiste appelle à la formation de conseils ouvriers. Le 25 octobre, à la tribune du Reichstag – le parlement allemand – le député Otto Rühle, membre du Parti socialiste, le SPD, exige l'abdication de l'empereur et en appelle à la révolution socialiste.

La famille régnante est chassée par une émeute.

8 novembre : Rosa Luxembourg est libérée de prison. Appel du SPD pour une grève générale. Des soulèvements ont lieu à Leipzig, Francfort, Dresde et des conseils d'ouvriers et de soldats sont créés ; celui de Munich proclame la République. La révolution s'étend à Berlin.

La République allemande est proclamée deux fois le même jour : le 9 novembre à 14 heures par Philipp Schneidemann, membre du SPD ; à 16 heures par Karl Liebknecht, de la Ligue spartakiste, qui proclame la République socialiste libre d'Allemagne.

L'empereur Guillaume II s'enfuit en Hollande le 10 novembre. Le SPD et l'USPD¹ (Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne, fondé en 1917) créent un conseil des commissaires du peuple.

11 novembre 1918 : signature de l'armistice.

Le 6 décembre 1919, le Conseil des commissaires du peuple convoque des élections pour élire une assemblée constituante le 15 février 1919.

Commander l'ouvrage :

<http://www.federation-anarchiste.org/editions/>

editions@federation-anarchiste.org

¹ *Unabhängige sozialistische Partei Deutschlands.*

Plan de l'ouvrage

LE CONTEXTE

L'HISTOIRE

1918 Les conseils ouvriers
1918-1919 Fondation du KPD
1919 Contre-offensive social-démocrate
Chaises musicales
1919 Une nouvelle forme d'organisation : les « Unions »
La FAUD
L'AAUD
Le putsch de Kapp
Le KAPD
Le programme du KAPD
Illusions sur la Russie
Liquidier les « gauchistes »
L'« Action de mars »
Conclusion sur mars 1921
L'Internationale communiste
Le KPD et la III^e Internationale
1922 Berlin, fondation de l'AIT
1^{re} conférence à Berlin
XIII^e congrès de la FAUD
II^e Conférence internationale, Berlin juin 1922
1922-1923 Fondation de l'AIT
1923 L'année terrible
Dérives brunes du « Drapeau rouge »
Le « Ligne Schlageter »
Alliance avec les nationaux-socialistes
1923 Vers la révolution
Faiblesse de l'anarcho-syndicalisme allemand

LES DÉBATS

Mars 1918 : Brest-Litovsk
1918-1927 Le Communisme de gauche
La « fraction « bordiguiste » du Parti communiste italien
Le Groupe des communistes internationalistes (GIC) hollandais (1927)
L'ultra-gauche du KPD allemand (1927)
Critique de la Russie (1927-1934)
La crise du KAPD (1928-1929)

Six thèmes significatifs

- L'anarchisme
- La guerre d'Espagne

- La révolution russe
- A propos de Kronstadt
- L'antibolchevisme
- L'antifascisme

Une histoire dénuée d'événements
 Conscience de classe et révolution
 Quelle fonction pour les Unions ?
 La « période »
 Un paradoxe
 Nouveau rapprochement avec les nazis
 La tentation rouge brune ou les fantômes de la révolution allemande (1939)
 Épilogue : La résistance libertaire contre les nazis

CONCLUSION

Document

L'anarcho-syndicalisme en Allemagne (1932)

Le putsch de Kapp

Au début de 1920 la réaction reprend du poil de la bête. Dans les milieux de l'état-major, chez les corps-francs, chez les hobereaux de l'Est, dans la bureaucratie de l'État prussien un mouvement se constitue afin d'en finir avec la république et le mouvement ouvrier. Un groupe de Freikorps tente d'investir Berlin. Le putsch éclate le 13 mars 1920. Une brigade de 6 000 corps francs commandée par Kapp marche sur Berlin. En 24 heures, le gouvernement est balayé et s'enfuit. Wolfgang Kapp, élu au Reichstag en 1917 dans l'idée de remettre l'empereur au pouvoir, forme un gouvernement provisoire.

Les histoires revues et corrigées divergent sur ce qui se passa ensuite. Les tenants des diverses orthodoxies marxistes expliquent que la classe ouvrière a victorieusement fait échec au coup d'État d'extrême droite, ce qui est exact, mais ils évacuent un point important. En effet, c'est sera un vieux bureaucrate syndical blanchi sous le harnais qui sera l'artisan de la contre-offensive ouvrière. Karl Legien est le type même du bonze syndical réformiste, inspirateur de la droite social-démocrate. Il avait combattu Bebel, Liebknecht et Rosa Luxembourg. Pendant la guerre, il avait été le chef de file des social-patriotes, l'initiateur de la chasse aux révolutionnaires dans le parti.

Le 17 mars, Legien lance le mot d'ordre de grève générale, constitue un Comité central de grève auquel il convie toutes les organisations ouvrières, Parti communiste compris. Alors que les ministres et dirigeants social-démocrates s'enfuient, Legien reste à Berlin, passe dans la clandestinité pour diriger une extraordinaire grève générale : *toute vie, toute activité* sont arrêtées tant que Kapp reste au pouvoir. Les troupes ne sont pas ravitaillées, il n'y a plus de

moyens de transport, les chefs militaires ont ni téléphone ni moyens de communication.

Le prolétariat allemand suit la grève avec enthousiasme. Mais c'est aussi un désaveu cinglant pour les révolutionnaires. Paul Levi était à ce moment-là en prison ; la direction du KPD se réunit et, sous l'influence de la tendance de gauche dirigée par Thalheimer, lance une proclamation, le 14 mars : le Parti communiste demande aux travailleurs de ne « pas lever le petit doigt pour la défense de la république », c'est-à-dire le gouvernement social-démocrate. En outre, le KPD s'oppose à la grève générale à laquelle l'organisation syndicale social-démocrate appelle.

Rappelons que pour l'instant, le KPD est entre les mains de l'extrême gauche communiste, dont l'une des caractéristiques est son incapacité à percevoir la différence entre régime politique et rapports de production. Quel que soit le régime politique – démocratie parlementaire ou dictature militaire (puis plus tard fascisme) –, les rapports de production restent capitalistes, aussi n'est-il pas nécessaire de prendre position. Le Parti communiste italien bordiguiste réagira de la même manière en 1922 devant la montée du fascisme dont les bandes armées ne sont que l'une des manières par lesquelles le capital assure sa domination (ce qui sous-entend implicitement qu'on ne doit pas se défendre contre la domination du capital)... La direction du parti ira jusqu'à interdire aux militants de participer aux groupes d'autodéfense ouvrière.

Le 16 mars 1920 paraît dans les *Isvestzia* un curieux article de Karl Radek : il soutient le putsch de Kapp, dont la victoire pourrait favoriser la Russie : la France serait ainsi amenée à inciter la Pologne à se retourner contre l'Allemagne plutôt que contre la Russie soviétique. Ce qui n'empêchera pas Radek, un peu plus tard, de condamner le putsch.

C'est que les travailleurs allemands ne tinrent aucun compte des directives du Parti communiste et répondirent par une grève générale massive. Voyant cela, le KPD change son fusil d'épaule et appelle, le 26 mars, à la grève générale et à la constitution d'une république des conseils dans lequel il agirait comme une « opposition loyale ». Mais entre-temps, le SPD et l'ADGB, la centrale syndicale, avaient abandonné l'idée devant le refus des dirigeants de l'USPD de « négocier avec des traîtres à la classe ouvrière » – entendre : le Parti communiste. Ce qui permit au SPD de continuer à désarmer les travailleurs.

En quatre jours, Kapp démissionne, car la grève générale relance l'agitation ouvrière qui risque de tourner en révolution ! En quatre jours, un bonze syndical réussit à rassembler suffisamment de forces pour casser un coup d'État d'extrême droite !

Après l'échec du coup d'État de Kapp, les ouvriers de la Ruhr refusent de déposer les armes et tentent un soulèvement populaire. A l'initiative en particulier de la FAUD, ils avaient commencé à collectiviser l'économie, comme les transports du Mühlheim ou les entreprises de tissage Mühlheim et Hamborn. Mais alors que les

syndicats de la FAUD de Berlin et de Thuringe avaient cessé le combat après l'échec de la tentative de Kapp, ceux de la Rhénanie et de la Ruhr voulaient continuer le combat, prolongeant la grève par l'insurrection armée :

« Entre 50 000 et 80 000 militants, dont la moitié étaient des anarcho-syndicalistes, créèrent la "Rote Ruhr-Armee" (L'Armée rouge de la Ruhr). L'insurrection armée fut écrasée début avril 1920 par la Wehrmacht et les corps francs réactionnaires, faisant des milliers de morts. Ce fut une catastrophe pour l'anarcho-syndicalisme allemand. Les effectifs baissent jusqu'à 25 000 membres en 1925 puis 4000 à 5000 en 1932. La FAUD a perdu sa capacité à déclencher et conduire des grèves de masse ². »

Les militants de la FAUD n'étaient pas opposés par principe à la violence mais préconisaient la grève générale plutôt que la lutte armée. Ils avaient compris que la réaction disposait de plus de moyens matériels que le prolétariat sur ce terrain-là. La grève générale, elle, permettait d'immobiliser les forces de l'État. Selon Lou Marin, les postes de commandement de l'Armée rouge de la Ruhr ont subi des modifications importantes. Si les conseils des milices étaient au début partagés entre les socialistes indépendants, les anarcho-syndicalistes et les unionistes, à la fin ils étaient tenus pas les gauchistes qui ne voulaient à aucun prix négocier une trêve qui aurait pu éviter un bain de sang.

Le mouvement révolutionnaire dans son ensemble se trouva considérablement affaibli. L'écrasement de l'Armée rouge de la Ruhr provoqua la fuite de milliers de militants. Il provoqua également un raidissement des positions de la FAUD : à son congrès de Düsseldorf, en 1921, celle-ci décida de mettre fin à la double appartenance entre la FAUD et d'autres organisations.

Dix ans plus tard, les divisions du mouvement révolutionnaire et ses erreurs politiques, comme le rapprochement du Parti communiste avec les nazis, auront achevé de déconsidérer ce dernier et auront liquidé toute capacité d'intervention du prolétariat allemand, qui, effectivement, se révélera totalement impuissant à empêcher Hitler d'accéder au pouvoir. L'exemple de la grève générale de 1920 fournit sans doute une explication de l'opposition de la Gauche communiste à l'antifascisme : cela lui rappelle trop son impuissance.

(...)

L'« Action de mars »

En Allemagne centrale eut lieu au même moment que les événements de Kronstadt une tentative d'insurrection ouvrière qui échoua lamentablement.

Le II^e congrès de l'Internationale communiste s'était tenu pendant l'été 1920. Un tournant décisif avait été pris. Furent adoptées les 21

² Lou Marin, « L'anarchisme de langue allemande des origines à nos jours », CIRA.

conditions exigées des partis qui demandaient leur admission. Parmi celles-ci, il y avait l'obligation de travailler au sein des syndicats pour tenter d'en prendre le contrôle, et la participation aux élections parlementaires.

En décembre 1920, le Parti communiste allemand (KPD) et l'USPD (socialistes « indépendants ») s'étaient unifiés et avaient fondé le VKPD – « V » pour *Vereinigte*, « uni ». Le nouveau parti comptait alors 500 000 membres et obtint, lors des élections au Landtag de Prusse en février 1921, 30 % des suffrages.

Le gouverneur de la province de Halle-Mersebourg, la seule région où le KPD était majoritaire, annonça son intention de faire occuper par la police les districts industriels afin d'y rétablir l'autorité gouvernementale. Les mineurs, qui avaient déjà expulsé des mines une police privée, virent là une provocation. Le KPD décida de lancer un mot d'ordre de grève générale et de l'étendre au reste du pays. La presse locale du parti appela à la grève générale.

Le 18 mars, *Die Rote Fahne* appelle à la lutte armée, sans préciser les objectifs. Le mouvement est peu suivi, les manifestations rassemblent des effectifs réduits en dehors des dockers de Hambourg et des ouvriers du district de Mansfeld.

Les premiers affrontements se produisent le 23 mars et les usines chimiques Leuna, à Bitterfeld, centre de l'action, proclament la grève générale. Les combats tournent à la catastrophe. Le 24 mars, le KAPD et le KPD lancent un appel commun à la grève générale dans toute l'Allemagne, qui sera peu suivi : 300 000 grévistes.

Le KAPD suit le mouvement et pousse à l'insurrection. L'affrontement a quand même lieu, une usine occupée est bombardée, 34 ouvriers sont tués et 1 500 sont faits prisonniers. Un groupe de 2 000 partisans encerclés se battent pendant dix jours. Le bilan général est lourd : une centaine de tués, des milliers de prisonniers et de condamnations à la forteresse.

Il n'y a aucune action coordonnée pour résister à la répression de l'État. Les ouvriers armés sont mal préparés, mal dirigés. Les usines Leuna sont prises d'assaut par les troupes gouvernementales, sans provoquer de réaction dans les autres villes.

Le VKPD, qui avait 350 000 adhérents, perd 200 000 membres en quelques semaines ; les effectifs du KAPD, en revanche, beaucoup plus réduits (38 000 membres) restent stables.

Aveugle quant aux conséquences de l'échec, la direction du KAPD écrit que l'« Action de mars » est « le début, le premier épisode des luttes décisives pour le pouvoir ». Les fautifs désignés lors du comité central du parti les 7 et 8 avril : les militants locaux du parti qui ont manqué de discipline, la défaillance de l'organisation militaire. Or les responsables locaux du KAPD, Utzelmann et Prenzlau, estimaient que toute tentative de soulèvement en Allemagne centrale était vouée à l'échec.

Le 1^{er} avril, le KPD annula ses mots d'ordre.

Ce fut un désastre pour le KPD qui avait lancé le mouvement sans analyser la situation, sans tenir compte du rapport des forces et sans objectif clair. Le SPD publia dans *Vorwärts* des documents du KPD saisis par la police prussienne. Il apparut que Hugo Eberlein, un dirigeant du parti, avait organisé une série de provocations en Allemagne centrale afin de susciter la mobilisation des travailleurs : dirigeants ouvriers kidnappés, attentats, etc. Le Parti communiste alla jusqu'à obliger des travailleurs à sortir de leurs usines à la pointe du canon.

Le KAPD avait adressé aux ouvriers allemands la proclamation suivante : « Avec fusils et couteaux, avec les poings et les dents, mettez-vous à l'œuvre. Le sort en est jeté ! » L'insurrection avait échoué, les masses prolétariennes ne s'étant pas ralliées à ces mots d'ordre guerriers. C'est que les social-démocrates au pouvoir avaient déjà féroce­ment réprimé les Spartakistes quelques années plus tôt avec des armes autrement plus efficaces que des couteaux et des dents.

Si la conception qu'avait le KAPD de l'action révolutionnaire était à la hauteur de ses mots d'ordre, il n'est pas surprenant que les travailleurs allemands se soient montrés peu enthousiastes.

Ces initiatives avaient été soutenues par l'Internationale communiste, qui avait envoyé Bela Kun en Allemagne pour « conseiller » le Parti communiste. Le représentant du Komintern encouragea le parti allemand à adopter la « théorie de l'offensive permanente ».

La communiste Ruth Fischer, dirigeante du KPD, affirma que les communistes russes avaient voulu, en lançant l'offensive de mars 1921, détourner l'attention des problèmes internes de la Russie soviétique. En effet, au moment même où se déroulaient ces événements en Allemagne centrale, les bolcheviks liquidaient l'insurrection de Kronstadt et avaient fort à faire en Ukraine avec l'armée insurrectionnelle anarchiste de Nestor Makhno. Cette hypothèse est contredite par la réelle fureur de Lénine contre les erreurs de Bela Kun et ce qu'il appelait ses... « kunneries ».

Une autre hypothèse peut être avancée. C'est Zinoviev, président du Komintern, qui avait envoyé Bela Kun en Allemagne. Mais Zinoviev était également le « patron » du parti bolchevik de Petrograd, où se trouvait la forteresse de Kronstadt en ébullition. On peut donc légitimement se demander si l'« Action de mars » ne fut pas déclenchée pour occulter les responsabilités de Zinoviev dans le déclenchement de l'insurrection de Kronstadt.

Il ne fait pas de doute cependant que les prolétaires allemands massacrés en mars 1921 avaient fait les frais des dissensions internes du parti bolchevik. En effet, deux positions s'affrontaient ; celle de Zinoviev qui contrôlait le Komintern, et celle de Lénine-Trotsky. Le premier préconisait la politique de l'offensive à tout prix : l'idée était que l'action elle-même créait les conditions de la victoire. Les seconds, estimant que les chances d'une révolution victorieuse étaient passées, pensaient que la prise du pouvoir n'était plus à l'ordre du jour

et qu'il fallait conquérir le soutien des masses. Ils avaient fini par comprendre qu'en Allemagne, comme dans les autres pays occidentaux, le mouvement ouvrier n'était vierge ni politiquement ni syndicalement, comme il l'avait été en Russie, que l'influence des partis politiques et des syndicats y était ancienne et profonde et que c'était là un constat qui ne pouvait pas être évité. De fait, pendant l'« Action de mars », les communistes n'avaient pas été partout bien accueillis : lorsqu'ils ne se heurtaient pas à de la simple indifférence, les agitateurs communistes étaient parfois expulsés *manu militari* par les travailleurs, comme dans les usines Krupp.

Menant le combat contre le courant Zinoviev, Lénine et Trotsky ne réussirent à imposer leurs vues qu'au troisième congrès de l'Internationale communiste.

(...)

Mars 1918 : Brest-Litovsk

Pour mesurer le sens de la création de l'Internationale communiste, il convient d'avoir à l'esprit qu'elle se situe cinq mois après la signature du traité de Brest-Litovsk entre l'Allemagne et la Russie³ et quinze mois après la défaite de la révolution allemande – dont le sort fut de toute façon scellé par le traité de Brest-Litovsk lui-même....

Expliquons-nous.

En octobre 1915, Lénine écrivait qu'en cas de victoire de la révolution en Russie, le gouvernement prolétarien offrirait la paix à tous les belligérants à condition qu'ils libèrent les peuples colonisés. En cas de refus, il faudrait entreprendre une guerre révolutionnaire et appeler à la révolte le prolétariat d'Europe et les peuples opprimés d'Asie. A son arrivée en Russie en mars 1917, il n'a pas changé d'analyse. A la conférence du parti bolchevik de mai 1917 il « renouvelle les protestations contre les basses calomnies que les capitalistes répandent sur notre parti en l'accusant de préconiser la conclusion d'une paix séparée avec l'Allemagne ». La première rédaction du texte reprenait les idées de Lénine d'octobre 1915 sur la guerre révolutionnaire si les puissances occidentales refusaient l'offre de « paix démocratique » mais, dans le texte final, ce passage a curieusement disparu.

Pendant plusieurs mois, les bolcheviks continuent de prêcher « pas de paix séparée, une paix juste et démocratique » – ce qui implicitement signifiait la continuation de la guerre, puisque les alliés de la Russie tsariste continuaient de se battre... Par ailleurs, les millions de paysans en armes sont peu sensibles aux appels à la guerre révolutionnaire. La chair à canon du front n'envisage pas avec enthousiasme la guerre révolutionnaire préconisée par les stratèges révolutionnaires de l'arrière.

Les négociations avec l'Allemagne commencent *aussitôt après la prise du pouvoir*. Lénine déclare au soviet de Petrograd, le 25 octobre 1917 : « Le nouveau régime fera tout son possible mais nous n'affirmons pas que l'on puisse mettre fin à la guerre simplement en piquant les baïonnettes dans la terre (...) Nous ne précisons pas si nous concluons la paix aujourd'hui ou demain. » Ce passage fut omis dans le compte rendu des journaux bolcheviks. Dans l'optique du parti bolchevik, les proclamations révolutionnaires s'adressent aux gouvernements mais surtout aux peuples des nations belligérantes. D'une part on appelle explicitement les peuples à

³ 3 mars 1918.

se soulever contre leurs gouvernements, de l'autre on demande à s'asseoir avec l'un d'entre eux autour de la table des négociations.

Au sein du parti, Lénine est isolé. En effet, personne ne croit à la possibilité d'une victoire révolutionnaire en Russie sans l'extension de la révolution au reste de l'Europe. Les militants avaient tous en tête les appels de Lénine sur la transformation de la guerre impérialiste en guerre révolutionnaire. Face à cet enjeu, la révolution en Russie même n'avait que peu d'importance. Pour la plupart des dirigeants bolcheviks, signer une paix avec les impérialistes allemands correspondait à l'abandon du mot d'ordre de guerre révolutionnaire et à une *trahison du prolétariat allemand*. Signer une paix séparée avec l'Allemagne, c'était livrer le prolétariat allemand à ses bouchers. Une partie des dirigeants bolcheviks préconisait la rupture des pourparlers et la levée en masse du peuple russe pour la défense de la révolution. C'était également la position défendue par le mouvement libertaire russe. La signature du traité de Brest-Litovsk et l'abandon de la révolution allemande sera l'une des causes de la rupture entre anarchistes et bolcheviks. En mai 1918, le journal anarcho-syndicaliste *Golos Trouda* est interdit.

La première conférence des anarcho-syndicalistes tenue à Moscou les 25 août-1er septembre 1918 adopta une résolution disant notamment :

« Considérant que notre révolution est une révolution sociale qui doit provoquer l'embrassement mondial d'un affrontement décisif des classes ; et prenant en considération qu'elle se trouve actuellement sous la triple menace contre-révolutionnaire de la bourgeoisie étrangère, de la contre-révolution intérieure et du parti actuellement dominant, devenu contre-révolutionnaire après la conclusion de la paix de Brest-Litovsk et de la trahison du prolétariat et de la paysannerie de Pologne, de Lithuanie, d'Ukraine, de Finlande et autres – la 1re conférence pan-russe des anarcho-syndicalistes estime indispensable et de toute urgence d'organiser ses forces pour la lutte contre les ennemis de la Révolution et de la classe ouvrière afin de poursuivre et approfondir la Révolution commencée. »

Trotsky, qui conduisait la délégation à Brest-Litovsk, dit dans un rapport au soviet : « Vous pouvez être sûrs que l'accusateur, en la personne de la délégation révolutionnaire russe, ne sera pas en dessous de sa tâche et qu'elle prononcera au moment voulu son réquisitoire contre la diplomatie de tous les impérialismes. » Trotski s'imagine qu'il s'adresse aux masses européennes par-dessus la tête des négociateurs allemands. Il s'imagine qu'il pourra ainsi révéler aux masses populaires européennes en général et allemandes en particulier l'antidémocratie du gouvernement allemand, ce dont lesdites masses populaires n'avaient probablement pas attendu Trotski pour être convaincues. Il n'envisage pas que le simple fait qu'il s'assoie à la table de négociations retire toute valeur à ses accusations. Les rodomontades de la délégation soviétique cachaient mal l'état réel du rapport des forces. Le chef de la délégation allemande résuma parfaitement la situation :

« La délégation russe s'exprime comme un vainqueur qui occuperait notre territoire et qui serait en posture de nous dicter ses conditions. Je tiens à faire remarquer que c'est exactement le contraire... »

C'était une façon de dire à la délégation russe : puisque vous êtes là autour de la table de négociation, alors négocions.

A la fin du mois de décembre, l'Allemagne fait connaître ses conditions : détachement des pays Baltes, indépendance de la Pologne sous contrôle

allemand, indépendance de l'Ukraine sous contrôle allemand. Au comité central, la majorité des bolcheviks était hostile à cette paix désastreuse. Lénine met les choses au point : « Notre formule d'une paix populaire était faite pour soulever les masses contre les gouvernements capitalistes et militaristes. Voulez-vous donc que ce soit nous qui succombions et que les gouvernements capitalistes doivent leur victoire à notre formule révolutionnaire ? »

Le 27 janvier, un ultimatum de trois semaines est envoyé au gouvernement soviétique, qui le rejette. Le 18 février les Allemands traversent le front et parviennent tranquillement aux portes de Petrograd. Le traité est signé le 3 mars 1918. Le VII^e congrès du parti – qui s'appelle désormais parti communiste –, ratifie la paix. Une semaine après, le IV^e congrès des soviets en fait autant.

Les conditions imposées par l'Allemagne sont exorbitantes. La Russie se voit enlever dix-huit provinces. Les Allemands s'arrogent la Pologne, la Lituanie, une partie de la Russie blanche. Les soviétiques doivent reconnaître l'indépendance de l'Ukraine, de la Finlande, des pays Baltes et doivent verser une indemnité de six milliards de marks-or. La Russie perd 27 % de son sol cultivable, un tiers de ses récoltes, 26 % de sa population, 75 % de ses charbonnages et de ses mines de fer, 26 % de son réseau ferroviaire, le tiers de son industrie. La région la plus riche en céréales est soustraite au contrôle soviétique, ainsi que les centres sidérurgiques d'Ukraine, le charbon, le pétrole de Bakou. Les communistes ne contrôlent plus que la région correspondant à la principauté russe du Moyen Age, une région qui n'est pas viable économiquement. En outre, le parti bolchevik est totalement isolé. Les socialistes-révolutionnaires ont quitté le gouvernement : dans les premiers mois de 1918 le gouvernement ne gouvernait pas dans les campagnes, dans les usines, dans le parti, dans la gauche, et il livrait aux Allemands le tiers du pays

« Les conditions qu'on nous impose sont détestables, c'est vrai, dit alors Lénine, mais si la guerre reprend nous serons balayés et un autre gouvernement prendra notre place. Il nous faut du temps pour nous incruste au pouvoir et pour cela il est nécessaire d'avoir les mains libres. »

Il n'y a plus de marché intérieur. La production industrielle est tombée presque à zéro et ne fournit plus les campagnes en produits manufacturés. L'argent n'a plus aucune valeur. Les paysans refusent de vendre des surplus pour de l'argent avec lequel ils ne peuvent rien acheter. On en revient au troc.

Cependant, le maintien à tout prix du parti au pouvoir apparaît comme la seule priorité, y compris sur un territoire qui n'a absolument aucune viabilité.

L'ironie de l'histoire est que la victoire des impérialistes alliés annulera l'essentiel des dispositions catastrophiques de ce traité, mais le mal sera fait : on sait, désormais, que Lénine refuse de jouer le sort de la révolution socialiste sur le sort d'une révolution allemande :

« ... ce serait une tactique tout à fait inadmissible que de risquer sur une carte le destin de la révolution socialiste déjà commencée en Russie, en tablant uniquement sur l'espoir que la révolution allemande éclatera peut-être dans un délai très proche, très court, d'ici quelques semaines ⁴. »

⁴ Lénine, « Contribution à l'histoire d'une paix malheureuse », Œuvres, T. 26.

Ce propos est intéressant à plus d'un titre. Il montre à l'évidence que la préoccupation de Lénine est le maintien de son parti au pouvoir. On pourrait comprendre qu'il ne veuille pas risquer le sort de la révolution en Russie s'il était évident qu'une révolution était impossible en Allemagne, mais seulement cinq mois après Octobre, il ne pouvait pas le dire.

Sans doute Lénine a-t-il tablé sur une victoire allemande. En effet, en février 1918 les Alliés sont sur la défensive et on sait que les Allemands s'apprêtent à lancer une grande attaque et qu'ils disposent d'une supériorité numérique de trente divisions. Mais Lénine a négligé plusieurs facteurs. Les Allemands sont épuisés, alors même que les Américains s'apprêtent à entrer en scène. Leur arrivée est imminente. Les troupes des deux camps sont minées par la propagande anti-militariste. Et, *surtout*, de nombreuses grèves éclatent en Allemagne, qui finiront pas mettre fin à la guerre.

L'offensive allemande, lancée le 21 mars, est terrible, mais elle n'ébranle pas les troupes alliées et s'arrête le 12 juin 1918, au moment même où les troupes américaines débarquent. En juillet, il y aura 450 000 soldats américains sur le sol français. Dès lors, la défaite allemande n'est qu'une question de temps. Elle sera précipitée par l'éclatement de la révolution en Allemagne.

Pour mémoire, entre décembre 1917 et janvier 1918 les nominations par les instances du parti remplacent les élections dans les syndicats. Les comités d'usine sont liquidés. A l'automne de 1918, les soviets seront épurés des éléments non bolcheviks. Entre mars et août 1918 les gardes rouges sont désarmées ; les soviets locaux se voient retirer tout pouvoir, les membres des soviets sont nommés par l'appareil du parti. La répression contre les anarchistes s'accroît, leurs journaux sont interdits.

Pierre Broué, qu'on ne peut soupçonner d'antipathie à l'égard des bolcheviks, résume parfaitement la question : « Comment les bolcheviks pourraient-ils accepter la libre confrontation des idées et la libre compétition dans les élections aux soviets quand ils savent que les neuf dixièmes de la population leur sont hostiles », et sachant par ailleurs que les mencheviks et les anarchistes représentent désormais « une force réelle parmi les ouvriers » ? (P. Broué, *Le Parti bolchevique*, p. 156.)

S'accrocher à une révolution sur un territoire amputé de l'essentiel de ses ressources n'a pas de sens. La signature du traité de Brest-Litovsk est incompréhensible si on se place dans une perspective de révolution européenne. Elle prend en revanche tout son sens si on a à l'esprit que l'alternative à la signature du traité – la levée en masse – était absolument inacceptable pour Lénine.

Lénine et ses proches, qui connaissaient l'histoire de la Russie, savaient que celle-ci était particulièrement avantagée dans une guerre défensive, grâce à l'énorme étendue des territoires, aux difficultés d'approvisionnement des armées d'invasion, et, par-dessus tout, au climat. Mais ils savaient aussi qu'une guerre défensive était impossible à mener sans alliés intérieurs, et que cette éventualité n'était absolument pas envisageable. La guerre révolutionnaire aurait signifié le déclenchement de forces sociales que le parti au pouvoir n'aurait pas pu contrôler, la fin de l'emprise absolue des bolcheviks sur l'Etat. Il n'est donc pas du tout exagéré de dire que Lénine a sacrifié la révolution européenne – et avant tout la révolution allemande – à son maintien au pouvoir.